

Les syndicalistes irlandais appellent à l'unité irlandaise !



C'est le 100e anniversaire de la création de l'État d'Irlande du Nord. En 1921, la Grande-Bretagne a ignoré la volonté démocratique du peuple irlandais qui avait voté massivement pour une Irlande unie et indépendante en 1919, en partitionnant le pays et en gardant le contrôle des six comtés autour de la ville industrialisée de Belfast. L'Irlande du Nord était un État antidémocratique où les nationalistes irlandais étaient victimes de discrimination : privés du droit de vote, de logements et d'emplois, sans compter qu'ils étaient sévèrement réprimés. Cela a conduit à 30 ans de conflit armé qui n'a pris fin qu'en 1998 avec la signature de l'accord du Vendredi Saint entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, soutenu par les États-Unis et la Communauté européenne.

En 2021, le mouvement pour l'unité irlandaise connaît un nouvel élan depuis que le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne (UE) le 1^{er} janvier. Le gouvernement britannique conservateur ayant insisté sur un Brexit « dur », le statut de l'Irlande du Nord est devenu une question litigieuse. L'accord du Vendredi Saint stipule qu'il ne peut y avoir de frontière dure entre l'Irlande et l'Irlande du Nord, de sorte que le Royaume-Uni a été contraint d'avoir sa frontière avec l'UE dans la mer d'Irlande. Cela rend les arguments en faveur de la fin de la frontière en Irlande plus forts que jamais, notamment parce qu'une majorité de personnes en Irlande du Nord a voté pour demeurer dans l'UE lors du référendum de 2016.

Le Sinn Féin, le parti nationaliste irlandais qui promeut l'unité irlandaise, est désormais le parti le plus populaire en Irlande du Nord et forme l'opposition officielle au parlement de la République d'Irlande. Le Sinn Féin appelle à un débat public sur la manière dont l'unité peut se produire et sur ce à quoi ressemblerait une Irlande unie inclusive. Le parti souhaite un référendum sur l'unité dans les cinq prochaines années, comme le prévoit l'accord du Vendredi Saint. Néanmoins, le premier ministre britannique Boris Johnson a récemment déclaré qu'il n'y aurait pas de vote à la frontière. Une fois de plus, le gouvernement britannique nie le droit du peuple irlandais à l'autodétermination.

En mars, plus de 150 syndicalistes irlandais se sont réunis virtuellement pour lancer le groupe Trade Unionists for a New and United Ireland (TUNUI). Ces syndicalistes veulent s'assurer que les travailleurs ont une voix forte dans le débat sur l'avenir de l'Irlande, afin que les intérêts des travailleurs soient au centre de la construction d'une nouvelle Irlande. TUNUI estime que l'unité irlandaise est une question internationaliste et appelle les syndicats du monde entier à soutenir leur campagne. Le Conseil central de Montréal a déjà soutenu la demande d'un référendum sur l'unité dans un délai de cinq ans et Friends of Sinn Fein (Canada) a lancé une pétition pour obtenir un soutien au Québec et au Canada en faveur d'un vote sur l'unité irlandaise. La dynamique en faveur d'une Irlande unie prend de l'ampleur et la solidarité internationale est essentielle à sa réussite. Pour soutenir la campagne pour l'autodétermination de l'Irlande, cliquez sur le lien ci-dessous :

<http://fosfc.com/fr/#petition>